



[1997 \(janvier - décembre\)](#) | [Des liens à explorer](#)

Sexisme et contrevérité dans l'économie mondiale : une main-d'oeuvre invisible

par John Eberlee



**Dans de nombreux pays, les comptes de la nation passent sous silence
le rôle que jouent les femmes dans l'agriculture**

(Photo: N. McKee, CRDI)

[L'apport des femmes est passé sous silence](#)

[Des questions de principe](#)

[Comptabiliser le travail non rémunéré](#)

Dans plusieurs régions du monde, le crottin fait figure de ressource précieuse. Des femmes passent des journées entières à suivre les troupeaux pour ramasser à mains nues le crottin fumant. Elles le mettent dans des paniers tressés qu'elles hissent sur leur tête pour le rapporter à la maison. La charge est lourde et le ramassage, le transport et le traitement du crottin sont des tâches fatigantes, mais, pour ces femmes, c'est une question de survie. Le crottin sert d'engrais, de combustible pour la cuisson et, dans certains pays, de matériau de construction, d'entretien ou de décoration.

Si le lait, la peau, la viande et les sous-produits des animaux sont tous comptabilisés dans la production

animale d'un pays, le crottin, lui, passe inaperçu, déclare [Marilyn Waring](#), maître de conférences en politique sociale et en travail social à l'[Université Massey](#) de Nouvelle-Zélande. Le crottin n'est pas non plus considéré comme une ressource énergétique. En effet, le temps que les femmes consacrent à le ramasser, le transporter, le traiter, le transformer ou à s'en servir pour la cuisson ou la décoration n'est pas comptabilisé comme temps de travail.

L'apport des femmes est passé sous silence

Pour toutes sortes de raisons d'ordre logistique ou autre — et qui ne justifient en rien cette pratique —, le rôle des femmes dans l'agriculture commerciale ou dans l'agriculture de survivance n'est en général pas reconnu ou pas estimé à sa juste valeur dans les statistiques officielles, affirmait Marilyn Waring lors d'un forum organisé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) plus tôt cette année.

Ainsi, en 1994, une enquête sur la population active dans un pays asiatique indiquait que 92 p. 100 des femmes âgées de plus de 10 ans étaient inactives . L'enquête signalait également que seulement 0,5 p. 100 des femmes participaient à l'agriculture. Le fonctionnaire chargé de l'enquête, un statisticien adjoint, déclarait d'ailleurs à M^{me} Waring : On voudrait que je tienne compte des femmes qui ramassent le fourrage, le combustible et l'eau. C'est là presque toutes les femmes [du pays]. Il n'est pas question que je le fasse !

Des questions de principe

Marilyn Waring souligne toutefois qu'en excluant de la comptabilité nationale le travail non rémunéré, on soulève des questions de principe qui ont rarement, si ce n'est jamais, été examinées par les instances qui décident de ce qui compte. Selon M^{me} Waring, la plupart des arguments qui justifient cette exclusion se fondent sur le principe que le travail en question a peu, voire aucun effet sur la majeure partie de l'activité micro-économique et sur l'ensemble de l'activité macro-économique.

Pourtant les retombées de ce travail sont énormes, affirme Marilyn Waring. Au Népal, par exemple, la [Banque mondiale](#) évalue à huit millions de tonnes la quantité de crottin utilisée chaque année comme combustible. Cette utilisation du crottin permet de remplacer des importations et représente une économie de taille pour le pays, qui, si des femmes ingénieuses n'avaient trouvé cette solution, serait obligé d'importer d'autres combustibles.

Comptabiliser le travail non rémunéré

Marilyn Waring ajoute que la façon de comptabiliser le travail non rémunéré influence grandement les politiques. Au Bangladesh, par exemple, le recensement de la population de 1984 révélait que 90 p. 100 de la population rurale féminine en âge de travailler était constituée de femmes au foyer (catégorie exclue de l'activité économique telle que définie par l'enquête) et cela, même si un questionnaire administré l'année précédente avait permis de constater que la grande majorité des femmes au foyer travaillaient à la transformation des aliments et à d'autres tâches agricoles. Dans l'enquête de 1992 sur la main-d'uvre, la définition révisée du travail rémunéré tenait compte du travail agricole non rémunéré, mais excluait toujours le travail domestique.

Il n'est pas sûr que le fait d'avoir été recensées en 1992 aurait garanti aux femmes du milieu rural l'accès à des facilités de crédit, à des séances de vulgarisation agricole et à toute une gamme de ressources offertes dans le cadre des projets de développement agricole, conclut-elle. Il est toutefois certain que, lorsqu'on ne compte pas les femmes, on ne reconnaît pas leur travail.

John Eberlee est rédacteur du magazine Le CRDI explore [en direct]

Personne-ressource:

Marilyn J. Waring, maître de conférences, Department of Social Policy and Social Work, Private Bag 11222, Massey University, Palmerston North, Nouvelle-Zélande; tél. : (09) 443-9665; téléc. : (09) 443-9767; CÉ : <mailto:%20M.J.Waring@massey.ac.nz>

Nota Bene

[Biographie de Marilyn Waring](#)

[Le fumier, un cadeau qui fait plaisir](#)

[L'économie du crottin](#)

[Le crottin et le Système de comptabilité nationale des Nations Unies](#)

Des liens à explorer...

Autres articles du CRDI:

["Les assises d'une Palestine démocratique : le programme en Études des femmes à l'Université Birzeit"](#), par Roula el-Raifi

["Femmes sous lois musulmanes : un réseau de solidarité, d'information et de recherche"](#), par Michel Groulx

["Sexes et développement : l'égalité pour tous"](#), par Eileen Conway et Yianna Lambrou

["L'égalité devant soi : Sexe, rapports sociaux et développement international"](#)

Autres ressources: (en anglais)

[United Nations Development Fund for Women](#)

["Unpaid Work in the Global Economy"](#), par Penny Kome

[Who's Counting? Marilyn Waring on Sex, Lies, and Global Economics.](#)

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine CRDI Explore](#)
- [De retour au site du CRDI](#)



Le CRDI Explore

LA VOIX DE LA RECHERCHE DU SUD

Archives du CRDI Explore

Explore est publié par le Centre de recherches pour le développement international du Canada. Il informe ses lecteurs du monde entier des recherches soutenues par le CRDI et ses partenaires et présente des dossiers sur les grandes questions de développement

[Visiter le nouveau magazine Explore ...](#)

Articles diffusés de janvier à décembre 1997

- | | |
|------------|--|
| 3 janvier | <i>Evaluation des politiques scientifiques de la Chine</i> par Patrick Kavanagh |
| 10 janvier | <i>Révolution verte à Tumkur (Karnataka), Inde</i> par Deepak Thapa |
| 17 janvier | <i>Récifs de corail jusqu'à votre aquarium : un marché durable?</i> par Patrik Hunt |
| 24 janvier | <i>Prévenir la cécité avec de l'ultrariz : un riz enrichi de vitamin A</i> par Keane Shore |
| 31 janvier | <i>Brésil face à la mondialisation : les deux faces du miracle économique</i>
par Pierre Beaudet |
| 7 février | <i>Femmes sous lois musulmanes : un réseau de solidarité, d'information et de recherche</i>
par Michel Groulx |
| 14 février | <i>Logiciel de gestion de la dette pour les pays francophones</i> par Antoine Raffoul |
| 21 février | <i>Arbre, une richesse polyvalente inestimable</i> par Jennifer Pepall |
| 28 février | <i>Pour sauver les Nations Unies : une taxe mondiale sur les transactions financières?</i>
par Stephen Dale |
| 7 mars | <i>Réformes fiscales pour protéger l'environnement au Mexique</i> par Steven Hunt |
| 14 mars | <i>Assises d'une Palestine démocratique : le programme en études des femmes à l'Université Birzeit</i> par Roula el-Raifi |
| 21 mars | <i>Egypte rurale en quête d'un environnement durable : quand la science se marie au savoir traditionnel</i> par Kirsteen MacLeod |
| 4 avril | <i>Epidémiologie entre les mains de la collectivité dans un Etat du Mexique</i>
par Louise Guénette |
| 11 avril | <i>Remplacer le bromure de méthyle : pour protéger la couche d'ozone</i>
par Jacinda Fairholm |
| 18 avril | <i>Communauté autochtone du grand Nord canadien à l'heure des télécommunications</i>
par Keane Shore |
| 25 avril | <i>Pour mieux loger les pauvres de Hanoi et de Ho Chi Minh-ville</i> par André Lachance |
| 2 mai | <i>Retour à la résistance : une nouvelle technique de sélection végétale fait appel au passé</i>
par Kevin Conway |
| 9 mai | <i>Issue à la pauvreté : les ressources de propriété collective au Bengale - Occidental</i>
par Richard Littlemore |
| 16 mai | <i>Contamination par le mercure en Amazonie</i> par Jennifer Pepall |

- 23 mai [SIDA en Ouganda : pourquoi ces comportements sexuels à risque élevé?](#)
par Anna Borzello
- 30 mai [Pour lutter contre la désertification : le captage de l'eau en Jordanie](#) par Leila Deeb
- 6 juin [Pharmacie populaire : TRAMIL, un réseau des Caraïbes pour valider les plantes médicinales](#) par Frank Campbell
- 13 juin [Reboiser le Sahel : recherche sur les semences forestières au Burkina Faso](#)
par Michel Groulx
- 20 juin [Protection de la biodiversité : vers un partage juste et équitable des ressources naturelles](#) par Keane Shore
- 27 juin [Projet Yucap : le développement économique dans la péninsule du Yucatán](#)
par Chris Hayes
- 4 juillet [Cartographie : Map Maker; un bon compagnon de route](#) par Curt Labond
- 11 juillet [Lutte contre le tabagisme : l'expérience canadienne](#) par Lauren Walker
- 18 juillet [Recherché : l'ennemi d'une herbe parasite](#) par Philip Fine
- 25 juillet [PAN Mongolie : entre l'aventure et l'exploit](#) par Geoff Long
- 1 août [Biodiversité : le Laos légifère](#) par Richard Littlemore
- 8 août [Prévenir la cécité avec de l'ultrariz : un riz enrichi de vitamin A](#) par Keane Shore
- 15 août [Femmes sous lois musulmanes : un réseau de solidarité, d'information et de recherche](#)
par Michel Groulx
- 22 août [Logiciel de gestion de la dette pour les pays francophones](#) par Antoine Raffoul
- 29 août [Pour sauver les Nations Unies : une taxe mondiale sur les transactions financières?](#)
par Stephen Dale
- 5 septembre [Sexisme et contrevérité dans l'économie mondiale : une main-d'oeuvre invisible](#)
par John Eberlee
- 12 septembre [Internationalisme canadien au XXIe siècle : un entretien avec Maurice Strong](#)
par Michael Smith
- 19 septembre [Acacia : pour partager le savoir des Africains!](#) par Michael Smith
- 23 septembre [Entretien avec Réal Lavergne](#)
- 26 septembre [Sierranet : pour une Sierra Leone branchée!](#) par Jennifer Pepall
- 3 octobre [Courtage du savoir : un emploi d'avenir?](#) par Michael Smith
- 10 octobre [CamBioTec : la biotechnologie en réseau](#) par Deana Driver
- 14 octobre [Conversation avec Robert Valantin](#)
- 17 octobre [Suivi de la pauvreté au Bangladesh : vers des programmes plus efficaces d'atténuation de la pauvreté](#) par John Eberlee
- 17 octobre [Marché mondial de la propriété intellectuelle : entretien avec Darrell Posey](#)
- 24 octobre [AGUILA : favoriser l'agriculture urbaine en Amérique latine](#) par Laurent Fontaine
- 31 octobre [Pour sortir les pauvres du monde de la faim : parfaire la production de cobayes au Pérou](#) par Katherine Morrow
- 7 novembre [Panneaux de nattes de bambou : un produit de remplacement du contreplaqué sans danger pour l'environnement](#) par Lionel Lumb
- 14 novembre [TEHIP : un tonique pour le régime de santé](#) par Kanina Holmes
- 21 novembre [Arme non toxique contre le paludisme](#) par Katherine Morrow
- 25 novembre [Comment vaincre la pénurie d'eau](#)
- 25 novembre [Huiles essentielles pour aider les paysans](#) par Gilles Drouin
- 28 novembre [SIDA et ses répercussions sur les femmes et les enfants au Kenya](#) par Kanina Holmes
- 5 décembre [Vers l'amélioration de la gestion des ressources naturelles au Pérou](#)
par Katherine Morrow
- 8 décembre [Lutte à finir contre la faim insoupçonnée](#)
- 12 décembre [Recette tout simple pour détecter les contaminants dans l'eau](#) par John Eberlee
et Jennifer Pepall
- 15 décembre [Pour une Afrique aux commandes](#)

- 19 décembre [*Méthylmercure : un risque non négligeable*](#) par André Lachance
22 décembre [*Comblant le fossé du savoir*](#)
22 décembre [*Modèle de développement imposé aux paysans : cause fondamentale du recul de la forêt au Vietnam*](#) par Rodolphe De Koninck
23 décembre [*Mur contre la malaria : entretien avec le docteur Christian Lengeler*](#)
par Christian Lengeler
31 décembre [*CRDI et les partenariats francophones \(1996 - 1997\)*](#)
-

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981 Ce magazine est répertorié dans l'Index des périodiques canadiens.

Copyright 2003 © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Octobre 2003

Biographie de Marilyn Waring

Marilyn Waring est agricultrice, consultante nationale et internationale et maître de conférences en politique sociale et en travail social au campus Albany de Nouvelle-Zélande. À 22 ans, elle a été élue députée au parlement néo-zélandais, poste qu'elle a occupé de 1975 à 1984. Au cours de cette période, elle a été présidente du Comité sur les dépenses publiques et elle a siégé, à titre de représentante principale du gouvernement, au Comité des affaires étrangères et au Comité sur le désarmement et le contrôle des armements.

De 1991 à 1994, M^{me} Waring a été maître de conférences en politiques gouvernementales et en politiques des droits de la personne à l'Université de Waikato, en Nouvelle-Zélande. En 1990, elle a obtenu une bourse du conseil de recherche de l'Université de Waikato pour poursuivre ses travaux sur les droits des femmes . Elle a travaillé en tant que consultante pour des organismes comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), l'Administration territoriale du Yukon, la Fondation Ford et le gouvernement provincial de l'Ontario.

Marilyn Waring a écrit plusieurs ouvrages, notamment *If Women Counted*, publié par Macmillan en 1988, et *Three Masquerades: Essays on Equality, Work and Human Rights*, publié par Auckland University Press et Bridget Williams Books, à Auckland, en 1996.

M^{me} Waring détient un baccalauréat spécialisé en sciences politiques et en politique internationale de l'Université Victoria (1973), à Wellington. En 1989, elle a obtenu un doctorat en économie politique.

Le fumier, un cadeau qui fait plaisir (par Marilyn Waring)

J'ai acheté ma ferme par un bel été néo-zélandais sec et chaud. Voulant vivre une expérience exotique, certains de mes amis citadins sont venus m'y rejoindre. La durée de leur séjour était fonction de la facilité avec laquelle ils apprenaient à se rendre utiles ou encore de leur capacité de travail. Mais la saison et l'habitude de la vie urbaine (et aussi notre désir de nous laver dans autre chose qu'un seau rempli d'eau bouillie puisée à même une auge et de manger autre chose que des grillades) nous ramena en ville pour les fêtes de Noël et du Nouvel An.

La tradition veut qu'à cette occasion, on apporte un petit quelque chose , habituellement à manger ou à boire, ou encore un objet frivole ou inutile trouvé ou reçu à une autre occasion. Cette année-là, je n'avais rien de tel. Je n'avais pas d'argent pour acheter des cadeaux, pas de jardin encore productif, pas de poules en liberté qui pondaient des ufs. Par contre, j'étais toujours invitée en ville où le jardin était complètement desséché, ravagé par la chaleur, le vent et le manque d'eau. Ainsi, au grand désarroi des pionniers improvisés qui m'accompagnaient, j'allais, munie d'une pelle, dans l'ancienne étable d'hivernage de ma ferme, où je remplissais quelques sacs à ordures d'une odorante bouse de vache, en décomposition et infestée de vers. Je balançais le tout à l'arrière de mon vieux camion et nous partions pour la ville.

En cours de route, mes compagnons tentaient de me dissuader d'apporter un tel cadeau. Ils menaçaient de ne pas m'accompagner et voulaient s'arrêter pour acheter ce qu'ils considéraient comme des cadeaux convenables. À l'arrivée, ils quittaient vite le camion pour ne pas être associés à la surprise rutilante et odorante qui reposait dans mon véhicule.

Mes hôtes, par contre, étaient fous de joie. Ils se lançaient sur leurs bacs de compostage ou sur des seaux pour fabriquer du fumier liquide, ou encore déposaient directement sur leurs pauvres plantes le cadeau qui allait sauver leurs jardins bien-aimés. À la grande surprise de mes compagnons, ils parlaient à qui voulait l'entendre de mon superbe cadeau, bien supérieur aux présents très ordinaires qu'ils avaient reçus ce jour-là.

Neuf ans ont passé, et mes hôtes préfèrent toujours la bouse de vache. Des contenants recyclés transportent les excréments récoltés sous le plancher nervuré de mes nouvelles étables à chèvres et de mes étables d'hivernage. Ainsi, les alentours sont propres, on ne risque pas de se salir les pieds, les enclos sont nets et on y gagne en hygiène. De plus, la production est excellente. Nous en sommes tous satisfaits — voilà une pratique écologique qui garde la ferme propre et qui améliore la production, particulièrement en ce qui a trait à la nutrition et à la sécurité alimentaire.

(Sources : 1. Forum du développement du CRDI, février 1997; 2. Waring, Marilyn, 1996, *Three Masquerades: Essays on Equality, Work and Human Rights*, Auckland University Press et Bridget William Books, Auckland, Nouvelle-Zélande, 205 pages.)

L'économie du crottin (par Marilyn Waring)

Face à des ressources forestières qui s'épuisent, les femmes ont de plus en plus recours au crottin comme combustible pour remplacer le bois. Après l'avoir ramassé, elles le mélangent avec de la paille et de l'eau pour en faire des galettes plates. Ces galettes sont séchées, habituellement au soleil, et les femmes doivent les retourner fréquemment jusqu'à ce qu'elles soient suffisamment sèches pour être entreposées. On peut compter jusqu'à deux heures par jour pour préparer des galettes de crottin et, une fois qu'elles sont empilées, il faut encore les maintenir en place et les protéger de la pluie.

À mon avis, la fabrication des galettes de crottin est un procédé de fabrication complet, qui comprend un intrant et un extrant et qui, à ce titre, constitue une activité économique. Dans l'industrie minière ou gazière, par exemple, des travailleurs rémunérés extraient la matière première, qui est transportée par des machines vers les usines de transformation où elle est raffinée. Le produit est ensuite manufacturé, vendu, puis consommé. Le modèle économique classique est respecté : des travailleurs transforment une matière première pour les besoins du marché. On appelle cela le travail. Mais lorsque du crottin, un soi-disant non-produit, devient un service offert par des femmes au foyer pour assurer la subsistance de la terre, de l'habitation et du ménage, selon la théorie économique, il ne s'est rien produit. Il n'y a eu ni activité économique, ni fabrication, ni production, ni consommation. La transformation du crottin est seulement un travail de femmes. Il est donc facile d'en conclure que, dans toutes les définitions officielles, ce travail restera invisible.

Partout dans le monde, depuis des siècles, l'engrais organique est recyclé et souvent retourné à la terre pour en augmenter la productivité. Mais la dégradation de l'environnement a augmenté la valeur du crottin comme combustible de remplacement et le manque de fumier se traduit directement par une baisse de la fertilité des sols et de la production agricole.

(Sources : 1. Forum du développement du CRDI, février 1997; 2. Waring, Marilyn, 1996, *Three Masquerades: Essays on Equality, Work and Human Rights*, Auckland University Press et Bridget William Books, Auckland, Nouvelle-Zélande, 205 pages.)

Le crottin et le Système de comptabilité nationale des Nations Unies (par Marilyn Waring)

Dans les dernières conférences des Nations Unies sur la condition de la femme, à Mexico, à Copenhague, à Nairobi et à Beijing, les femmes ont demandé et répété à maintes reprises qu'il fallait comptabiliser — et rémunérer — la contribution des femmes aux données économiques et qu'il fallait trouver un moyen de la mesurer. Les mots employés chaque fois me donnent à penser qu'il faut quantifier tout le travail relié au crottin, que celui-ci soit utilisé comme engrais, combustible pour la cuisson ou matériau de construction.

En 1993, les Nations Unies ont publié la dernière édition d'un système de comptabilité nationale. Lecture fort intéressante. Le paragraphe 122 est particulièrement important. Il décrit le système de comptabilité nationale comme *un système polyvalent, conçu pour répondre à de nombreux besoins en matière d'analyse et de politiques*. Le texte précise que *l'équilibre doit être atteint. La comptabilisation doit être aussi complète que possible, mais ne doit pas être déformée par des valeurs non monétaires*.

Le système révisé exclut *la production de services qui sont "consommés" dans le foyer même. Le choix de cette restriction constitue un compromis, mais un compromis délibéré qui tient compte de la plupart des utilisations*. Et l'on poursuit :

Si la définition de la production permettait d'inclure la production des services personnels et domestiques des ménages pour leur propre consommation, toutes les personnes qui participent à ces activités deviendraient des travailleurs autonomes, ce qui rendrait le chômage pratiquement impossible, par définition.

C'est ainsi que l'on justifie l'exclusion de ce que fait la moitié de l'humanité la plupart du temps. En fait, on voit là l'inexactitude de la définition du chômage, ce qui n'excuse pas l'exclusion du travail de la grande majorité des femmes. Plus le système de comptabilité tente, par toutes sortes de détours, d'en arriver à une définition permettant de reléguer au second plan le travail des femmes, plus il devient aberrant.

(Source : Forum du développement du CRDI, février 1997)



Le CRDI Explore

LA VOIX DE LA RECHERCHE DU SUD

[1997 \(janvier - décembre\)](#) | [Des liens à explorer](#)

Les assises d'une Palestine démocratique: le programme en Études des femmes à l'Université Birzeit

par Roula el-Raifi



**Programme de formation technique:
cette femme d'Hébron apprend à assembler et à fabriquer des chaussures,
un métier jusqu'ici réservé aux hommes
(Photo: Roula el-Raifi)**

[La pénurie de travaux scientifiques](#)
[De bons outils pour les décideurs](#)
[Nouveau regard](#)
[Deux secteurs clés pour l'avenir](#)
[Des chercheuses reconnues](#)

Au moment où les Palestiniens commencent à jeter les assises d'un État, un groupe de femmes universitaires de la Cisjordanie entend veiller à ce que l'égalité des sexes en soit l'une des pierres angulaires.

Avec une aide financière du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), une équipe de femmes de l'[Université Birzeit](#) a entrepris d'exercer son influence sur les décideurs politiques et de promouvoir l'égalité des sexes. Nous faisons partie des forces démocratiques de la société, affirme [Lisa Taraki](#), coordonnatrice du programme en Études des femmes et professeure de sociologie à l'université:

Nous travaillons à l'édification d'une société démocratique qui respecte également les droits des femmes et des hommes. Nous croyons dans un secteur public fort qui pourra appuyer les personnes qui sont rejetées par le système économique, en particulier les femmes.

La pénurie de travaux scientifiques

Établi à la fin de 1993, le programme en Études des femmes porte sur l'enseignement, la formation, la recherche et l'action communautaire. Ce programme, unique en son genre dans le monde arabe, comporte une initiative de recherche, *Les femmes palestiniennes dans la société*, dont l'objectif initial était de remédier à l'absence de travaux universitaires sur la condition féminine: on a d'abord évalué la documentation existante, puis on a identifié les autres recherches qu'il y avait lieu de faire, sans oublier de soupeser leurs répercussions sur le plan des politiques.

Nous avons commencé par examiner, du point de vue des rapports hommes-femmes, les études et les travaux actuels qui portent sur les Palestiniennes dans quatre domaines: aide sociale, économie, éducation, culture et société. Nous avons alors constaté que les femmes n'étaient même pas mentionnées dans ces travaux, d'une part, et qu'elles y étaient marginalisées, d'autre part, résume l'une des fondatrices du programme et chargée de cours en sociologie, [Eileen Kuttab](#). Il y a énormément de données où on fait état de positions politiques et de femmes engagées dans les luttes de libération. Mais il ne s'agit pas vraiment de recherche socio-économique.

De bons outils pour les décideurs

Les chercheuses ont vite conclu que le silence de la plupart des études sur les questions sociale, de même que la définition restrictive qu'on y donne de l'activité économique et productive dans les grands Plans de développement — définition qui rend les femmes invisibles — constituaient des obstacles majeurs à l'élaboration de politiques qui tiennent compte des femmes. Les conclusions de l'analyse, publiées dans quatre documents de travail, comprennent une critique du plan d'aide sociale de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et du [programme d'assistance d'urgence de la Banque mondiale](#).

Ces travaux ont été exécutés en collaboration avec l'Université Carleton d'Ottawa. Selon [Nahla Abdo](#), professeure de sociologie à cette université, les deux institutions, cisjordanienne et canadienne, en ont bénéficié. L'Université Carleton a misé sur sa connaissance des théories propres à l'Occident, par exemple l'État providence, tout en tirant parti des analyses effectuées à l'Université Birzeit qui ont l'avantage d'être bien ancrées dans des situations concrètes.

Nouveau regard

Une fois ce premier volet de travaux terminé, l'équipe de Birzeit a décidé d'aller plus loin. Nous avons jugé important de proposer une autre manière de comprendre la société palestinienne, et plus particulièrement les relations hommes-femmes, explique Taraki. C'est ainsi qu'elle-même et ses collègues ont rédigé un rapport sur la situation de la femme palestinienne (*Status Report on Palestinian Women*). Le document aborde, en arabe et en anglais, différents thèmes: la fécondité et la démographie, le droit, l'économie, les deux sexes face au développement, la politique et l'éducation. (Ce rapport doit être publié en avril 1997.)

Dès juin 1996, le programme en Études des femmes avait lancé une deuxième initiative pour aider à l'élaboration de politiques sociales tenant compte des besoins propres de la femme palestinienne. Également financé par le CRDI, ce projet privilégie les analyses qui se penchent directement sur les grands problèmes auxquels est de plus en plus confrontée [l'Autorité palestinienne](#). Il doit aussi concevoir des méthodes et des outils d'analyse des politiques et lancer un débat sur les problèmes de l'heure dans le cadre d'activités communautaires.

Deux secteurs clés pour l'avenir

L'initiative aborde deux domaines — la sécurité sociale et l'éducation — et se penche sur trois questions particulières: l'atténuation de la pauvreté, la sécurité sociale et la sécurité du revenu, la réforme des programmes en éducation. Il s'efforcera également d'évaluer les niveaux actuels d'aide sociale, officielle ou non, d'analyser les aspects économiques de la réforme des politiques sociales et d'examiner différents modes de financement de ces politiques. Au cours de l'une des enquêtes qu'elle effectuera, l'équipe de Birzeit espère découvrir pourquoi un meilleur accès des femmes à l'éducation n'a pas nécessairement donné à celles-ci davantage de possibilités ni permis qu'elles intègrent plus facilement le marché du travail.

L'été prochain, les chercheuses comptent exécuter des travaux sur le terrain en Cisjordanie. Elles font toutefois face à de nombreux défis, qu'il s'agisse de la situation politique actuelle ou de leur propre sécurité. L'un des problèmes qui se pose, note Kuttab, est le bouclage fréquent des territoires par les autorités israéliennes. Celles-ci ont même arrêté, l'an dernier, un collaborateur de l'équipe. Celui-ci apportait son concours au difficile travail de traduction des documents vers l'arabe, ainsi qu'à l'élaboration d'une terminologie spécialisée des rapports hommes-femmes. En janvier de cette année, on a tenté de lui fournir un ordinateur par l'entremise de son avocat afin qu'il puisse poursuivre son travail en prison.

Des chercheuses reconnues

Les membres de l'équipe jouissent déjà d'une excellente réputation pour les travaux qu'elle mène dans le domaine de l'élaboration des politiques. On les consulte régulièrement sur des projets de développement qui soulèvent ce genre de questionnement. C'est ainsi que l'équipe, à la demande du [Programme des Nations Unies pour le développement](#) (PNUD), a participé à la préparation d'un profil de la Palestine et contribué à la mise au point d'indicateurs sociaux sur les rapports hommes-femmes. Elle a aussi rédigé un chapitre sur les relations entre les deux sexes qui sera inséré dans un rapport coproduit par l'Institut palestinien de recherche sur les politiques économiques (MAS) et la Banque mondiale.

Le savoir et l'expérience que nous avons acquis ont vraiment rendu possible notre participation à ce genre d'activités, conclut Taraki. Alors qu'il n'existait dans la région aucune recherche valable sur les femmes et sur l'égalité des sexes, on trouve aujourd'hui un programme d'études qui joue un rôle des plus utile dans l'élaboration de politiques sociales pour la Palestine.

Roula el-Raifi habite Ottawa.

Nota Bene

[Les droits des Palestiniennes](#)

[Des activités en marche](#)

Personnes-ressources:

Lisa Taraki (coordinatrice) et **Eileen Kuttab**, Programme en Études des femmes, Université Birzeit, B.P. 14, Birzeit, Cisjordanie, Palestine (via Israël); tél.: 972-2- 998-2959; téléc.: 972-2- 998-2959 / 995-7656; CÉ de Lisa Taraki: ltaraki@baraka.org

Des liens à explorer...

Autres articles du CRDI

[Femmes sous lois musulmanes: un réseau de solidarité, d'information et de recherche](#), par Michel

Groulx

[Processus de paix en Cisjordanie et à Gaza](#), par Jennifer Pepall

[Sexes et développement: l'égalité pour tous](#), par Eileen Conway et Yianna Lambrou

[Sud-africaines ... et femmes à tout faire!](#), par Lucie Pagé

Autres ressources (en anglais)

[Emergency Assistance Program for the Occupied Territories](#)

[Palestinian Development InfoNet](#)

[The West Bank and Gaza](#)

[United Nations Development Fund for Women](#)

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine *CRDI Explore*](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).



[1997 \(janvier - décembre\)](#) | [Des liens à explorer](#)

Femmes sous lois musulmanes: un réseau de solidarité, d'information et de recherche

par Michel Groulx



Musulmanes de Malaisie

[L'analyse et la relecture des lois de l'islam](#)

[Un ensemble impressionnant de règles et de codes de conduite](#)

[Aider les femmes à rompre leur isolement](#)

En novembre 1995, un chef religieux musulman du Tchad appelait au meurtre d'une femme, Zarah Yacoub, qui avait réalisé un film dénonçant la pratique de l'excision, cette mutilation génitale des femmes qui se pratique dans plusieurs pays de l'Afrique, aussi bien à l'intérieur de l'islam qu'à l'extérieur. De peur qu'un fidèle ne cherche à exécuter la sentence de l'imam, la cinéaste avait dû se terrer pendant trois semaines.

Cette histoire aurait bien pu tourner au cauchemar sans l'intervention d'un réseau de solidarité. Grâce à ce réseau, des centaines de groupes voués à la défense des femmes et des droits humains ont été alertés du sort réservé à Zarah Yacoub. On a fait pression sur le gouvernement tchadien qui a finalement enjoint l'imam de lever la sentence de mort. Or, la persécution de cette femme qui avait osé défier les règles dictées par le pouvoir religieux est loin d'être un cas isolé. Elle démontre que la notion de crime n'a pas partout le même sens. La relecture des lois qui gouvernent l'existence des femmes ne serait-elle pas un moyen de préserver leur autonomie et même de l'améliorer?

C'est le défi relevé par [Femmes sous lois musulmanes](#), un réseau de solidarité, d'information et de recherche. Ce mouvement a été créé en 1985 à l'initiative de neuf femmes qui voulaient répondre

rapidement à des cas de violation des droits des femmes dans des communautés et des pays musulmans. Leurs gestes d'entraide font appel, le plus souvent, à la reconnaissance des droits humains fondamentaux. Inspirée par des mouvements comme Amnistie Internationale, cette solidarité ne constitue pourtant qu'une facette des activités de ce mouvement.

L'analyse et la relecture des lois de l'islam

Le décryptage et la relecture des lois musulmanes sont aussi un volet important du travail du réseau. Depuis le début des années 1990, ses membres ont été mobilisés au sein du projet Femmes et lois, une vaste recherche-action appuyée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Partant d'une méthodologie commune, des équipes de chercheuses de 26 pays (de l'Indonésie au Sénégal en passant par l'Ouzbékistan), retracent l'évolution des lois, identifient les contradictions et détectent les lacunes. Cette lecture transversale et minutieuse des lois musulmanes, une fois diffusée, permettra aux femmes de mieux connaître leurs droits et d'influencer les législations qui les concernent.

Les lois musulmanes résultent d'interprétations que le pouvoir, masculin par définition, considère et applique comme des lois, affirme la jeune femme d'origine algérienne qui dirige le bureau de coordination internationale du réseau. Nous avons fait le pari que ces lois peuvent être réinterprétées, pour une fois, en faveur des femmes.

Un ensemble impressionnant de règles et de codes de conduite

La directrice, qui tait son nom pour des raisons de sécurité personnelle, explique que l'appellation de lois musulmanes chapeaute une incroyable diversité de règles et de codes, écrits ou non, infiniment variables selon le pays et le contexte. Certaines lois dérivent du Coran mais plusieurs sont simplement l'expression de coutumes et de traditions, ou sont des reliques des lois coloniales. C'est ainsi qu'à l'occasion d'une rencontre organisée par Femmes sous lois musulmanes, des Malaisiennes ont exprimé leur stupéfaction en écoutant des Soudanaises évoquer l'excision: elles n'avaient jamais entendu parler de cette pratique! Bien que ces "lois" n'aient parfois rien à voir avec l'islam, elles peuvent exercer sur les femmes une emprise encore plus forte que les lois formelles, poursuit la directrice.

Le projet Femmes et lois donnera lieu à un répertoire exhaustif des lois musulmanes dont la diffusion sera assurée par différents moyens de vulgarisation comme des pièces de théâtre, des cassettes et d'autres médias. La recherche est très avancée dans plusieurs pays, précise la directrice, mais elle n'est pas toujours facile: il faut parfois travailler dans la clandestinité.

Aider les femmes à rompre leur isolement

Selon elle, le but ultime du réseau est d'aider les femmes à s'ouvrir et à rompre leur isolement. Dans plusieurs pays, elles voient leur identité restreinte à celle de musulmanes ou de mères de famille. Il faudrait qu'elles se défassent de cette identité unique et prennent conscience qu'elles sont aussi des personnes et des citoyennes à part entière.

Michel Groulx, rédacteur à Montréal, effectue présentement une tournée en Afrique.

Contact

Femmes sous lois musulmanes, BP 23, 34790 Grabels, France

Des liens à explorer...

Autres articles du CRDI

[Sexes et développement : l'égalité pour tous](#), par Eileen Conway et Yianna Lambrou

[Sud-africaines ... et femmes à tout faire!](#), par Lucie Pagé

Autres ressources

[From Pakistan: "Women Living Under Muslim Laws"...](#) (en anglais)

Farida Shaheed, *Controlled or Autonomous: Identity and the Experience of the Network Women Living under Muslim Laws*, document de travail numéro 5, juillet 1994.

Women Living under Muslim Laws: Women, Laws, Initiatives in the Muslim World, débats entourant la conférence internationale, *Towards Beijing: Women, Law and Status in the Muslim World*, Lahore (Pakistan), 11-15 décembre 1994

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine CRDI Explore](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).



[Vol. 23, No. 2 \(juillet 1995\)](#)

Sexes et développement : l'égalité pour tous

par Eileen Conway et Yianna Lambrou

Alors que les pays en développement luttent pour surmonter toutes sortes de problèmes sociaux, économiques et politiques dans un contexte mondial en mutation, la question fondamentale des rôles masculins et féminins soulève toujours des débats.

L'analyse des rôles masculins et féminins permet-elle d'identifier des modèles et des approches utiles pour le développement ? Pourquoi est-il si important de s'arrêter aux relations qui existeraient entre les sexes et le développement durable ? Si l'intégration des deux sexes dans le processus du développement n'a pas vraiment eu lieu, quelles leçons faut-il en tirer ?

Ces différentes questions seront au coeur de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing en septembre prochain. Les délégués espèrent faire avancer le consensus mondial qui se dessine progressivement et qui veut que l'égalité et l'équité pour les deux sexes soient essentielles pour parvenir au développement durable. La question est si vaste qu'il est sans doute plus utile de cerner un aspect précis. En nous arrêtant sur la gestion des ressources naturelles dans son rapport avec la problématique des sexes, nous espérons apporter un éclairage plus particulier sur cet ample sujet.

Les femmes des pays en développement sont gestionnaires des ressources naturelles, cultivatrices, chargées de l'approvisionnement en eau et en énergie et responsables des soins de santé. À titre de principales productrices de cultures vivrières, elles sont extrêmement sensibles au fait que leurs activités sont tributaires d'un environnement sain. Les Stratégies prospectives d'action pour la promotion de la femme, publiées à l'occasion de la Troisième Conférence mondiale sur les femmes en 1985 (Nairobi), ont été le premier document de portée mondiale à attirer l'attention sur l'important rôle des sexes pour bien soupeser les différents enjeux suscités par le développement et par l'environnement. Au Sommet de la Terre en 1992, les liens entre pauvreté, développement, environnement et sexes ont encore une fois été mis en lumière.

Deux questions-clefs portant sur le rôle des sexes et la gestion des ressources naturelles - d'ailleurs étroitement liés l'une à l'autre - sont l'équité et la viabilité. Des liens étroits unissent, d'une part, l'accès aux ressources et leur contrôle, et, d'autre part, la motivation, les incitatifs et la capacité d'investissement en faveur de la préservation et de l'amélioration à long terme de ces ressources.

La femme rurale de l'Afrique centrale se pose la question suivante : « Pourquoi planter des arbres sur un lopin qui appartient à mon mari ? Dans quelques années, il risque d'avoir une autre femme et de me chasser de sa terre. Donc, les arbres que je plante aujourd'hui pourraient un jour finir par profiter à une concurrente, rien de moins ! » De toute évidence, si on n'accorde pas à ces femmes un accès sûr et permanent à la terre, il est peu probable qu'elles soient assez motivées pour en assurer la viabilité à long terme.

Les femmes du Sud sont souvent poussées, pour survivre, à adopter des méthodes qui accélèrent malheureusement la destruction de l'environnement. Ne serait-ce que parce qu'elles n'ont pas d'autres options, elles pollueront le milieu ou prélèveront du bois à brûler dans un secteur déjà épuisé. Mais il existe des solutions. Dans la région de Machakos, au Kenya, les femmes bénéficient d'un régime foncier relativement sûr. Leur confiance est telle qu'elles ont créé une impressionnante infrastructure agricole : des cultures en terrasses, des haies en bordure des champs et autres techniques qui permettent de lutter contre l'érosion et d'améliorer la fécondité du sol et sa rétention de l'eau.

Aux Philippines, hommes et femmes héritent de la terre de façon égale. Ils apportent tous deux leurs biens fonciers dans le mariage et, en cas de séparation, ces biens les suivent. Dans certains cas, les filles héritent de leurs mères et les fils de leurs pères. Lorsque les femmes bénéficient d'une sécurité économique égale à celle des hommes, elles finissent par disposer aussi d'un pouvoir social et politique équivalent.

« Les Philippines sont l'un des pays du monde où l'égalité des sexes atteint son plus haut niveau », déclare Joachim Voss, directeur de programme à la Division de l'environnement et des richesses naturelles du crdi : « On retrouve des femmes parmi les entrepreneurs les plus puissants ; plus de 50 % des gérants de banque et des avocats sont des femmes, ce qui montre bien la corrélation entre sécurité économique et accès aux ressources. En outre, la sécurité économique a des répercussions sur d'autres types de relations sociales, influant par exemple sur les possibilités d'emploi et d'éducation pour les femmes. »

« Le crdi a financé le projet wednet [sigle anglais pour le Réseau des femmes, de l'environnement et du développement] qui a pris pour hypothèse de départ que les femmes pauvres de l'Afrique rurale disposent d'un savoir précieux et d'une expérience utile », explique Eva Rathgeber, fondatrice de la première unité de travail sur la femme au crdi en 1987 ; elle est aujourd'hui directrice régionale pour l'Afrique orientale et australe. « L'objectif de wednet était d'inventorier le savoir féminin relatif à la gestion des ressources naturelles - eau, forêts, semences, terres arides - et d'examiner la manière dont les femmes en font usage pour survivre dans leur propre environnement. »

En dépit du rôle vital que jouent les femmes dans la gestion de l'environnement, elles sont généralement exclues de toute prise de décision sur l'environnement ou le développement. « La voix des femmes n'est toujours pas entendue. Elles doivent pourtant parler et décider de ce que sont leurs besoins et leurs aspirations propres », affirme Yianna Lambrou, administratrice principale du programme sur le rôle des sexes et le développement à la Division des initiatives et des affaires institutionnelles du crdi. « Lorsqu'on met dans le même sac tous les cultivateurs, personne ne fait état des contributions et du savoir exceptionnels des femmes, même dans des domaines qui tombent directement sous leur contrôle et leur influence. Par conséquent, les programmes d'aide au développement ne sont définis et formulés ni en fonction des femmes ni par les femmes, alors qu'elles sont censées en être les ultimes bénéficiaires. »

L'intégration méthodologique d'une perspective sur le rôle des sexes permettra d'améliorer les résultats de la recherche. L'analyse des rôles masculins et féminins tient compte des dimensions sociales, culturelles, politiques, économiques et écologiques des relations entre les sexes. Elle prend en considération la nature spécifique au sexe du savoir ; en intégrant les savoirs à la fois masculin et féminin, on garantit une plus grande exactitude, une plus large exhaustivité.

Mais il serait illusoire de s'imaginer qu'une méthodologie spécifique au sexe est universellement appliquée : « Il subsiste de graves lacunes dans la compréhension du rôle des sexes dans la société et de leur influence sur le développement », précise Rathgeber. « Ainsi, une grosse portion de la recherche sur la gestion des ressources en eau ne fait pratiquement pas mention du rôle des sexes. Les organismes donateurs internationaux soulèvent quelquefois la question, mais comme s'il s'agissait d'une sorte de note de bas de page. Or, l'analyse des rôles masculins et féminins est nécessaire pour bien saisir que, dans toute situation sociale, les divers intervenants opèrent en fonction d'impératifs et d'objectifs divergents, et à des niveaux de pouvoir qui varient.

« Les méthodes de recherche participative, qui sont de plus en plus acceptées et respectées, ont tendance à

afficher une perspective plus féministe car elles accordent une place honorable aux opinions de tous et donnent à chacun la possibilité de s'exprimer. »

Faute d'avoir sollicité les points de vue des femmes au départ d'un projet pourrait conduire à des résultats indésirables. À cet égard, Joachim Voss rappelle le cas d'un grand projet international en Afrique centrale qui voulait aider les femmes à utiliser moins de combustible pour cuisiner afin de préserver les arbres et de sauvegarder le milieu : « Des tests, des enquêtes et des expériences avaient été menés dans l'espoir de trouver les meilleures méthodes pour cuire les haricots plus rapidement avec moins de combustible », raconte Voss ; « On s'est rendu compte, au bout de plusieurs années, que le temps que ces femmes passaient à cuire les haricots le soir était pratiquement le seul moment libre qu'elles avaient de la journée. Elles n'étaient donc absolument pas intéressées à y substituer d'autres tâches ménagères infiniment plus pénibles. La morale de cette histoire, c'est que la science peut faire parfois fausse route et qu'une bonne analyse des rôles masculins et féminins peut éviter aux chercheurs bien des embarras. »

Passer à l'action

Selon Yianna Lambrou, au-delà de la recherche et du débat, il faut passer à l'action : « En dépit de décennies d'efforts destinés à faire reconnaître et accepter la contribution des femmes, celles-ci ne jouissent pas encore de l'équité totale et leurs pleins droits ne sont pas reconnus. Il ne suffit pas de rassembler des experts pour des séances de lamentations collectives. Il importe d'agir, d'être vigilant et de mettre fin aux palabres. Les changements doivent se produire au niveau local où les gens prennent des décisions quotidiennes déterminantes pour le cours de leur vie et de celle de leurs enfants. »

« Allons-nous réussir un jour », se demande Lambrou, à unir nos efforts pour écouter attentivement les voix des femmes et capter leur message de sagesse ? Le temps n'est-il pas venu d'enseigner à nos jeunes de ne pas juger une personne en fonction de son sexe ? Ce n'est qu'alors que nous pourrions cesser de convoquer conférence sur conférence et d'expédier des colis d'urgence aux nécessiteux. Nous commencerons enfin à cultiver notre propre jardin et à aider nos voisins à faire de même chez eux. »

Les lecteurs peuvent reproduire les articles et les photographies du *CRDI Explore* à la condition de mentionner les auteurs et la source.

ISSN 0315-9981. Le *CRDI Explore* est répertorié dans le Canadian Magazine Index.

- [Comment s'abonner](#)
- [De retour au Magazine CRDI Explore](#)
- [De retour au site du CRDI](#)

Copyright © Centre de recherches pour le développement international, Ottawa, Canada
Faites parvenir vos commentaires à la [rédaction d'Explore](#).